

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 87 — 1873

18 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté royal relatif à la protection en Région bruxelloise des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 18 décembre 1946 instituant un recensement des réserves aquifères souterraines et établissant une réglementation de leur usage;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines;

Vu la loi du 9 juillet 1976 relative à la réglementation des prises d'eau souterraine;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1976 réglementant l'usage des eaux souterraines;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique de l'eau où une politique régionale différenciée se justifie;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1985 fixant la composition de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1985 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région bruxelloise;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 80/68/CEE du 17 décembre 1979 concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure d'exécution résulte de l'obligation de se conformer à la directive mentionnée ci-dessus des Communautés européennes;

Vu la délibération conforme de Nos Ministre et Secrétaire d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Nos Secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) « Captage d'eau souterraine » : tout point, lieu, dispositif de drainage et, en général, ouvrage et installation ayant pour but ou conséquence le prélèvement d'eau souterraine, y compris les sources à l'émergence;

b) « Ministre » : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat, membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise, qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

c) « Autorité compétente » : l'ingénieur civil délégué de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région bruxelloise;

d) « Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région bruxelloise » : l'ingénieur dirigeant de cette administration;

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST

N. 87 — 1873

18 SEPTEMBER 1987. — Koninklijk besluit betreffende de bescherming van het grondwater in het Brussels Gewest tegen verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 18 december 1946 waarbij tot het houden van een telling der grondwaterreserves en tot uitvoering van een reglementering van hun gebruik besloten wordt;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater;

Gelet op de wet van 9 juli 1976 betreffende de reglementering van de exploitatie van grondwaterwinning;

Gelet op de wet houdende oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1976 tot reglementering van het gebruik van grondwater;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het waterbeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1985 houdende samenstelling van de Executieve van het Brussels Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1985 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brussels Gewest;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen, 80/68/EEG van 17 december 1979 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld een maatregel van uitvoering te nemen, voortvloeit uit de verplichting zich te schikken naar de bovengenoemde richtlijn van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op de beslissing van Onze Minister en Staatssecretarissen in de Executieve van het Brussels Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretarissen voor het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) « Grondwaterwinning » : elk punt, plaats, draineerinrichting en over het algemeen elk werk en installatie die tot doel of tot gevolg heeft grondwater te onttrekken, met inbegrip van de uitvloeiende bronnen;

b) « Minister » : De Minister of de Staatssecretaris, lid van de Executieve van het Brussels Gewest, die het waterbeleid in zijn bevoegdheid heeft;

c) « Bevoegde overheid » : de afgevaardigde burgerlijk ingenieur van de Administratie voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Brussels Gewest;

d) « Het Bestuur voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Brussels Gewest » : de leidende ingenieur van dit Bestuur;

e) « Exploitant » : celui qui a obtenu une autorisation de captage des eaux souterraines ou celui qui a introduit une telle demande;

f) « Demandeur » : l'exploitant ou l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement, suivant les cas prévus à l'article 5.

Art. 2. La directive du Conseil des Communautés européennes 80/68/CEE du 17 décembre 1979 concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses est d'application en Région bruxelloise.

Art. 3. Dans le cas où des captages d'eau souterraine dont le débit journalier est supérieur à 96 m³, seraient situés à proximité des zones prévues pour le rejet, l'élimination ou le dépôt en vue de l'élimination de ces substances, les autorisations visées aux articles 4, 5 et 6 de ladite directive ne peuvent être délivrées qu'après délimitation des zones de protection et de captage autour des ouvrages de prise d'eau.

Art. 4. Des zones de captage et des zones de protection peuvent également être délimitées, en dehors de toute enquête préalable à la délivrance d'une autorisation telle que visée à l'article 3.

Art. 5. § 1er. En vue d'assurer la protection des aquifères, l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement peut demander la délimitation d'une zone de captage et d'une zone de protection autour d'un ouvrage de prise d'eau souterraine quel qu'en soit l'impétrant.

§ 2. Tout exploitant d'un captage d'eau souterraine peut également demander la délimitation d'une zone de captage et d'une zone de protection autour de son exploitation.

§ 3. Tout exploitant d'un captage d'eau souterraine destinée à la distribution ou à la consommation humaine, utilisée dans la fabrication des denrées alimentaires et autres produits, alimentant des installations publiques de bains, douches ou autres similaires, ou alimentant des piscines publiques ou des bassins de natation, doit demander la délimitation d'une zone de captage et d'une zone de protection autour de son ou de ses ouvrages de prise d'eau. Seule n'est pas visée l'eau puisée par des personnes physiques privées à l'usage exclusif de leur ménage.

Art. 6. § 1er. La demande de délimitation d'une zone de captage et d'une zone de protection exige une enquête publique dont question dans la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines.

§ 2. Le demandeur est chargé de la constitution du dossier.

§ 3. Ce dossier est adressé au Ministre sous pli recommandé à la poste et doit être introduit au plus tard dans les vingt-quatre mois suivant la parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 4. Cette procédure est d'application pour les captages d'eau souterraine pour lesquels une autorisation ou un acte de déclaration a été octroyé, soit avant, soit dans les six mois de la parution du présent arrêté, et ce en vertu de l'arrêté-loi du 18 décembre 1946 relatif au recensement des réserves aquifères souterraines et à l'introduction d'une réglementation de leur emploi et de la loi du 9 juillet 1976 relative à la réglementation et à l'exploitation des prises d'eau souterraine.

§ 5. Pour les nouveaux captages d'eau souterraine pour lesquels une autorisation sera octroyée après les six mois qui suivent la parution du présent arrêté au *Moniteur belge*, et ce en vertu de l'arrêté-loi et de la loi précités, le dossier devra être introduit dans les six mois suivant l'octroi de ladite autorisation.

§ 6. Des prolongations de délai peuvent être accordées par l'autorité compétente sur demande motivée lui adressée sous pli recommandé à la poste.

Art. 7. Le dossier de proposition de délimitation de la zone de captage et des zones de protection telles que visées à l'article 3 comprend :

1. les renseignements prévus à l'article 5, 1^o et 4^o jusqu'à et y compris 9^o de l'arrêté royal du 21 avril 1976 réglementant l'usage des eaux souterraines;

2. une copie de l'autorisation ou de l'acte de déclaration, déclarée conforme, octroyée par application de l'article 1er de l'arrêté royal du 21 avril 1976 précité réglementant l'usage des eaux souterraines, et le cas échéant des conditions d'exploitation fixées par application de la loi du 9 juillet 1976 relative à la réglementation des prises d'eau souterraine;

e) « Uitbater » : degene die een vergunning bekomen heeft om grondwater te winnen of degene die een aanvraag dienaangaande ingediend heeft;

f) « Aanvrager » : de uitbater of de Administratie voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, volgens het geval voorzien in artikel 5.

Art. 2. De richtlijn 80/68/EEG van 17 december 1979 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging veroorzaakt door de lozing van bepaalde gevaarlijke stoffen is van toepassing in het Brussels Gewest.

Art. 3. In het geval grondwaterwinningen met een dagelijks debiet van meer dan 96 m³ gelegen zijn in de nabijheid van een gebied voor het lozen van gevaarlijke stoffen, het vernietigen of het opslaan ervan met het doel tot de vernietiging ervan over te gaan, mogen de toelatings waarvan sprake in de artikelen 4, 5 en 6 van de hoger-vermelde richtlijn pas afgeleverd worden nadat de waterwinningen door waterwinningsgebieden en beschermingszones afgebakend zijn.

Art. 4. Waterwinningsgebieden en beschermingszones kunnen eveneens ook zonder het voorgaande onderzoek beschreven in artikel 3, afgebakend worden.

Art. 5. § 1. Om de bescherming van de waterlagen te verzekeren kan het Bestuur voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de afbakening van een winningsgebied en een beschermingszone rondom een grondwaterwinningsinstallatie vragen onafgezien wie de aanvrager is.

§ 2. Elke uitbater van een grondwaterwinning kan eveneens een afbakening van het winningsgebied en een beschermingszone rond de winning aanvragen.

§ 3. Elke uitbater van een grondwaterwinning waarvan het gewonnen water bestemd is voor distributie of voor menselijk gebruik, voor gebruik bij de bereiding van levensmiddelen en andere producten, voor de bevoorrading van openbare badinstallaties, douches of andere aanverwanten, of voor de bevoorrading van openbare zwembaden, in openlucht en andere, moet een aanvraag indienen tot afbakening van het winningsgebied evenals van het beschermingsgebied rondom zijn waterwinningsinstallatie(s). Het putten van water door natuurlijke personen en dat uitsluitend voor huishoudelijk gebruik aangewend wordt, valt niet onder toepassing van dit artikel.

Art. 6. § 1. De aanvraag tot afbakening van een winningsgebied en een beschermingsgebied vereisen een openbaar onderzoek waarvan sprake is in de wet van 26 maart 1971 over de bescherming van het grondwater.

§ 2. De aanvrager is belast met de samenstelling van het dossier.

§ 3. Dit dossier wordt aan de Minister opgestuurd door middel van een per post aangetekende omslag en moet ten laatste binnen de vierentwintig maand volgend op de publicatie van het huidige besluit in het *Belgisch Staatsblad*, ingediend worden.

§ 4. Deze procedure is van toepassing voor de grondwaterwinningen voor dewelke een vergunning toegestaan werd of een aangifte werd gedaan ofwel vóór of ten laatste zes maand na het verschijnen van het huidige besluit, en dit krachtens de besluitwet van 18 december 1946 betreffende de telling van de ondergrondse waterreserves en de invoering van een reglementering van hun gebruik en de wet van 9 juli 1976 betreffende de reglementering van de exploitatie van grondwaterwinningen.

§ 5. Voor de nieuwe grondwaterwinningen voor dewelke een vergunning zal toegestaan worden na de zes maanden volgend op de publicatie van het huidige besluit in het *Belgisch Staatsblad*, en dit krachtens de besluitwet en de wet welke eerder vermeld werd, moet het dossier worden ingediend binnen de zes maand volgend op de toekenning van bovengenoemde vergunning.

§ 6. Verlengingen van de termijn kunnen door de bevoegde overheid worden toegekend mits een met redenen omklede aanvraag met een ter post aangetekend schrijven aan deze overheid in te sturen.

Art. 7. Het dossier dat het voorstel over de afbakening van het waterwinningsgebied en de beschermingszones inhoudt, zoals in artikel 3 aangehaald, omvat :

1. de inlichtingen bepaald in artikel 5, 1^o en 4^o tot en met 9^o van het koninklijk besluit van 21 april 1976 tot reglementering van het gebruik van grondwater;

2. een voor eensluidend verklaard afschrift van de vergunning of de akte van aangifte verleend bij toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 april 1976 welke het gebruik van grondwater reglementeert en desgevallend van de exploitatievoorwaarden opgelegd bij toepassing van de wet van 9 juli 1976 betreffende de reglementering van de exploitatie van grondwaterwinning;

3. une note explicative et tout document relatif aux mesures et calculs justifiant les propositions, établis en tenant compte des indications suivantes :

a) l'aire géographique de la zone de captage est délimitée par une ligne distante de 10 m au moins à 30 m au plus de la limite extérieure de l'installation de prise d'eau établie à chaque point de captage;

b) 1° les zones de protection, I, II et III sont délimitées :

— pour la zone I, par l'ensemble des points au départ desquels l'eau peut atteindre le captage d'eau souterraine après un temps inférieur à 24 heures;

— pour la zone II, par l'ensemble des points au départ desquels l'eau peut atteindre le captage d'eau souterraine après un temps compris entre 24 heures et 50 jours;

— pour la zone III, par l'ensemble des points du bassin d'alimentation du captage, à l'exclusion des zones I et II précitées;

2° pour l'estimation du temps nécessaire aux eaux d'infiltration pour atteindre le point de prélèvement, il n'est pas tenu compte du temps mis par l'eau pour traverser une couche superficielle d'une épaisseur de 0,60 m dans les zones d'espaces verts, zones agricoles et rurales et zones forestières, et de 3 m dans les zones industrielles, zones d'habitat et zones de loisirs; les temps mesurés et calculés à prendre en considération correspondant au débit maximum autorisé ou au débit maximum naturel connu;

3° pour établir la proposition de délimitation concrète des zones, il peut être fait usage de repères topographiques existants, naturels ou superficiels, situés en dehors mais à proximité des zones considérées tels que routes, cours d'eau, clôtures, ou de limites administratives, telles que sections cadastrales, susceptibles d'être utiles pour l'orientation sur place.

Ces repères peuvent servir à la délimitation des zones, même si leur emplacement ne répond pas strictement à ce qui est prévu au point 1° précité;

4. une note descriptive des dispositifs ayant servi à la détermination des zones de protection des eaux souterraines, et pouvant être gardée sur place en vue d'un contrôle éventuel et d'une modification de la délimitation des zones en cas de changement de débit autorisé;

5. trois exemplaires d'un plan dressé à l'échelle minimum de 1/3000, où sont indiquées la situation et les limites des zones de captage et des zones de protection I et II proposées, ainsi que trois exemplaires d'un plan dressé à l'échelle 1/10 000 où sont indiquées la situation et les limites de la zone III;

6. trois exemplaires d'une carte géologique et lithologique à l'échelle 1/25 000 comportant les zones de protection proposées et permettant la justification de leurs limites;

7. un extrait du plan et de la matrice cadastrale des zones I et II proposées où figurent les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces zones, ainsi que la liste des noms des propriétaires des dites parcelles ou parties de parcelles;

8. dix exemplaires au moins d'un avis sur papier de couleur blanche de 35 dm² minimum, conforme au modèle figurant en annexe I au présent arrêté.

Art. 8. La procédure d'enquête publique prévue à l'article 5, paragraphe 1er de la loi du 28 mars 1971 relative à la protection des eaux souterraines, est entamée après accord du Ministre.

Au cas où le dossier est rejeté, le Ministre motive son refus et, s'il échet, indique les éléments à compléter ou à réétudier et fixe un délai de remise du nouveau dossier.

L'accord, le rejet ou la demande de complément, est notifié dans les soixante jours qui suivent l'introduction du dossier.

Art. 9. Dans les trente jours qui suivent la réception de l'accord du Ministre, le demandeur adresse une demande d'enquête publique aux communes sur le territoire desquelles s'étendent, en totalité ou en partie, une ou plusieurs zones de protection proposées.

Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant les documents prévus à l'article 5, d'une copie de l'accord du Ministre ainsi que de la liste des mesures de protection pouvant être prises dans chaque zone.

En outre, pour permettre une large information du public concerné, le demandeur joint à sa demande vingt dossiers de synthèse comportant chacun un exemplaire des documents prévus aux points 3, 4 et 5 de l'article 6 ainsi que la liste des mesures de protection pouvant être prises dans chaque zone.

3. een toelichtingsnota en elke document dat betrekking heeft op de metingen en berekeningen ter verantwoording van de voorstellen die zijn opgesteld, rekening houdend met volgende aanduidingen :

a) de geografische oppervlakte van het waterwinningsgebied wordt bepaald door een lijn die op minimum 10 m en maximum 30 m afstand ligt van de buitengrens van de installatie die op elk waterwinningspunt is gevestigd;

b) 1° de beschermingszones I, II en III worden afgebakend :

— voor de zone I, door het geheel der punten vanwaar het water de winningsplaats kan bereiken na een tijd die korter is dan 24 uur;

— voor de zone II, door het geheel der punten vanwaar het water de winningsplaats kan bereiken na een tijd die ligt tussen 24 uur en 50 dagen;

— voor de zone III, door het geheel der punten van het voedingsbekken der winning, met uitsluiting van de voormelde zones I en II;

2° voor de raming van de tijd die het doorsijpelingswater nodig heeft om het waterwinningspunt te bereiken, wordt geen rekening gehouden met de tijd die het water nodig heeft om een oppervlakte laag door te dringen van 0,60 m dikte in de groene ruimtegebieden, de landbouw-, landelijke en bosgebieden en van 3 m in de industriële, woon- en vrijetijdgebieden; de in rekening te brengen gemeten of berekende tijden beantwoorden aan het maximaal toegelaten debiet of aan het maximaal gekend natuurlijk debiet;

3° bij de opstelling van het concrete afbakeningsvoorstel van de winningsgebieden kan gebruik gemaakt worden van bestaande topografische merktekens, natuurlijke of oppervlakkige, gelegen buiten maar dichtbij de bedoelde zones, zoals wegen, waterlopen, afsluitingen, of administratieve grenzen, zoals kadastrale secties, geschikt om als oriëntatie ter plaatse gebruikt te worden.

Deze merktekens kunnen helpen de gebieden af te bakenen, zelfs als hun standplaats niet strikt overeenstemt met wat voorzien is onder eerder vermeld punt 1°;

4. een beschrijvende nota van de inrichtingen die hebben gediend bij de bepaling van de zones voor de bescherming van het grondwater, en die ter plaatse kunnen worden behouden voor eventuele controle en wijziging van de afbakening van de zones in geval van wijziging van het toegestane debiet;

5. drie exemplaren van een plan, getekend op een schaal van minimum 1/3000, waarop de ligging en de grenzen van de waterwinningszones en de voorgestelde beschermingszones I en II zijn aangeduid, alsook drie exemplaren van een plan dat getekend is op een schaal van 1/10 000 waarop de ligging en de grenzen van zone III aangegeven zijn;

6. drie exemplaren van een geologische en lithologische kaart op schaal 1/25 000 die de voorgestelde beschermingszones omvatten en die het mogelijk maken de grenzen ervan te erkennen;

7. een uittreksel van het kadastraal plan en kohier van de voorgestelde zones I en II waar de percelen of perceelstukken, begrepen in die zones, afgebeeld worden alsook de lijst van de eigenaars van die percelen of perceelstukken;

8. minstens tien exemplaren van de aanplakbrief, op wit papier met als minimale afmeting 35 dm², en waarvan het model in bijlage I van het huidig besluit gevoegd wordt.

Art. 8. De procedure van openbaar onderzoek bepaald in artikel 5, paragraaf 1 van de wet van 28 maart 1971 betreffende de bescherming van het grondwater, wordt pas ingesteld na het akkoord van de Minister.

In geval dossier geweigerd wordt, rechtvaardigt de Minister zijn beslissing en, indien het geval zich voordoet, duidt hij de elementen aan, die aangevuld of herbestudeerd moeten worden en bepaalt een nieuwe termijn binnen dewelke het nieuw dossier ingediend moet worden.

De goedkeuring, de verwerping of de vraag naar aanvulling wordt binnen de zestig dagen na het indienen van het dossier medege-deeld.

Art. 9. Binnen dertig dagen na ontvangst van het akkoord van de Minister richt de aanvrager een aanvraag tot openbaar onderzoek aan de gemeenten tot wier grondgebied een of verschillende voorgestelde beschermingszones geheel of gedeeltelijk behoren.

Bij die aanvraag wordt een dossier dat de documenten bevat, bepaald in artikel 5, een afschrift van het akkoord van de Minister, alsook de opgave der beschermingsmaatregelen die in elke zone kunnen genomen worden, gevoegd.

Daarenboven, met het oog op een ruime informatie van het betrokken publiek, zal de uitbater bij zijn aanvraag twintig synthesdossiers voegen. De dossiers zullen elk een exemplaar van de documenten bepaald in de punten 3, 4 en 5 van artikel 6 bevatten alsook de lijst van de beschermingsmaatregelen die in elke zone getroffen kunnen worden.

Un tel dossier de synthèse est adressé par le demandeur aux Administrations intéressées du Ministère de la Région bruxelloise et notamment à l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement et à l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire.

Art. 10. Dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande et des dossiers joints, la commune adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un avis de réception ou l'informe, dans les mêmes conditions, que la demande est incomplète.

Dès réception du dossier complet, et au plus tard dans les dix jours ouvrables qui suivent, l'Administration communale annonce par écrit la demande aux propriétaires et locataires des terrains situés dans les zones de protection I et II.

Cette annonce contient le texte de l'annexe 2 du présent arrêté.

Dès le lendemain de l'accusé de réception du dossier complet au demandeur, et durant une période de soixante jours, le dossier peut être consulté à l'Administration communale à raison de deux jours par semaine minimum et aux heures déterminées par elle.

A chacune des vingt premières demandes écrites de toute personne physique ou morale, propriétaire, locataire ou titulaire d'un droit réel immobilier sur le territoire de la commune où s'étendent les zones de protection proposées, l'Administration communale est tenue de délivrer un exemplaire du dossier prévu à l'article 7.

Pendant cette période, l'Administration communale affiche aux endroits habituels d'affichage les avis transmis par le demandeur et complétés par elle.

Art. 11. Dès que le demandeur a reçu en retour l'accusé de réception de son dossier de demande, il est tenu :

1. de délimiter la zone de protection II par piquetage au moyen de piquets jaunes d'une hauteur de 1,5 m à 2 m placés à tous les sommets d'angles et au minimum tous les 100 m de façon à permettre aux intéressés de reconnaître sur le terrain la proposition de délimitation.

Cette démarcation est maintenue en bon état pendant toute la durée de l'enquête;

2. d'annoncer à deux reprises et dans deux journaux de la région le dépôt de sa demande; l'annonce doit être conforme à l'annexe 3 du présent arrêté et d'une superficie d'un dm² minimum. Un justificatif de ces annonces est remis à l'Administration communale pour être joint au dossier.

Art. 12. Toutes réclamations ou observations doivent être adressées, pendant la période de soixante jours de l'enquête, au collège des bourgmestre et échevins, par toute personne physique ou morale dont question à l'article 10 et par les administrations concernées. Il est accusé réception dans les dix jours.

Art. 13. Dans les dix jours qui suivent la clôture de la période d'enquête, le collège des bourgmestre et échevins organise une réunion de concertation.

Cette réunion de concertation rassemble les représentants :

- de la commune;
- de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région bruxelloise et éventuellement des autres administrations qui, conformément à l'article 9, alinéa 4, ont reçu un dossier de synthèse;
- du demandeur;
- des réclamants.

A l'issue de la séance est dressé un procès-verbal de dires et difficultés; il est signé par le bourgmestre ou son délégué.

Une copie de celui-ci est affichée aux endroits habituels d'affichage où ont été affichés les avis de demande.

Art. 14. Dans les dix jours qui suivent la séance de concertation, le collège des bourgmestre et échevins transmet au Ministre le dossier relatif à l'enquête publique comportant, outre le dossier transmis par le demandeur :

- une attestation que la procédure prévue aux articles 8 à 12 du présent arrêté a été respectée;
- les réclamations et observations des particuliers et des administrations;
- l'avis du collège de la commune;
- le procès-verbal de la réunion de concertation.

Art. 15. Endéans les trois mois de la réception du dossier relatif à l'enquête publique, l'autorité compétente statue sur les réclamations, en vertu de l'article 5, paragraphe 3 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines; elle motive son refus éventuel.

Dergelijk syntheses dossier wordt door de uitbater aan de betrokken besturen van het Ministerie van het Brussels Gewest gezonden en onder andere aan het Bestuur voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en aan het Bestuur voor Stedebouw en Ruimtelijke Ordening.

Art. 10. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag en van de erbij gevoegde dossiers, stuurt de gemeente een per post aangetekende ontvangstbrief aan de aanvrager of op dezelfde wijze een brief waarbij zij hem inlicht dat zijn aanvraag onvolledig is.

Van zodra het volledig dossier ontvangen wordt, en ten laatste binnen de tien werkdagen die erop volgen zal het gemeentebestuur de aanvraag schriftelijk melden aan de eigenaars en huurders van de gronden gelegen in de beschermingszones I en II.

Die bekendmaking houdt de tekst van bijlage 2 van dit besluit in.

Vanaf de dag volgend op het opsturen aan de aanvrager van het ontvangstbewijs van het volledig dossier en tijdens een periode van zestig dagen, kan het dossier ingezien worden op het gemeentebestuur en dit tot beloop van twee dagen per week op de uren die het bepaalt.

Aan elk van de eerste twintig schriftelijke aanvragen van elk natuurlijk of rechtspersoon, eigenaar, huurder of houder van een reëel onroerend recht op het gemeentelijk grondgebied waar de voorgestelde beschermingszones zich uitstrekken, is het gemeentebestuur verplicht een exemplaar van het dossier waarvan sprake in artikel 7, te overhandigen.

Gedurende die periode zal het gemeentebestuur de door de aanvrager overhandigde aankondigingen na vervollediging op de gewone aankondigingsborden uitplakken.

Art. 11. Van zodra de aanvrager het ontvangstbewijs voor zijn aanvraagdossier gekregen heeft, moet hij :

1. de beschermingszone II afbakenen bij middel van gele staken van 1,5 m tot 2 m hoogte, die geplaatst worden op elke hoek en minstens op 100 m afstand van elkaar teneinde de betrokkenen de mogelijkheid te bieden op het terrein het afbakingsvoorstel te herkennen.

Die afbakening wordt in goede staat gehouden gedurende de hele duur van het onderzoek;

2. tweemaal en in telkens twee streekkranten het indienen van zijn aanvraag bekendmaken; de bekendmaking moet overeenstemmen met de bijlage 3 van dit besluit en dient minimum één dm² te beslaan. Een bewijs van deze bekendmakingen wordt aan het gemeentebestuur overgemaakt en bij het dossier gevoegd.

Art. 12. Alle klachten of opmerkingen moeten in de onderzoeksperiode van zestig dagen gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen door ieder natuurlijk of rechtspersoon van wie sprake is in artikel 10, en door de betrokken besturen. Hiervan wordt een ontvangstbewijs binnen de tien dagen afgeleverd.

Art. 13. Binnen de tien dagen die volgen op de onderzoeksperiode, organiseert het college van burgemeester en schepenen een overlegvergadering.

Die overlegvergadering is samengesteld uit de vertegenwoordigers :

- van de gemeente;
- van het Bestuur voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Brussels Gewest en eventueel van de andere besturen, die overeenkomstig artikel 9, vierde lid, een syntheses dossier hebben ontvangen;
- van de aanvrager;
- van de bezwaarden.

Op het einde van de zitting zullen de notulen worden opgesteld over de gevoerde besprekingen en de naar voor gebrachte moeilijkheden; zij zullen door de burgemeester of zijn afgevaardigde worden ondertekend.

Een afschrift hiervan zal aangeplakt worden op de normale aanplakplaatsen waar de aankondigingen van de aanvraag aangebracht werden.

Art. 14. Binnen de tien dagen, die volgen op de overlegvergadering, zal het college van burgemeester en schepenen het dossier betreffende het openbaar onderzoek aan de Minister overmaken omvatend, behoudens het door de aanvrager ingediend dossier :

- een bewijs dat de in artikelen 8 tot 12 voorziene procedure werd nageleefd;
- de klachten en opmerkingen van particulieren en besturen;
- het advies van het gemeentecollege;
- de notulen van de overlegvergadering.

Art. 15. Binnen de drie maanden na ontvangst van het dossier omtrent het openbaar onderzoek, statueert de bevoegde overheid over de bezwaren op grond van artikel 5, paragraaf 3 van de wet van 26 maart 1971 betreffende de grondwaterbescherming; zij motiveert haar eventuele weigering.

Elle fixe également à titre provisoire la zone de captage et les zones de protection, conformément à l'article 5, paragraphe 2 de ladite loi.

Conformément à la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, un arrêté royal délimite ultérieurement ces zones, à titre définitif.

La décision provisoire est communiquée au demandeur, au collège de la commune et à toute personne qui avait introduit une réclamation au cours de l'enquête publique.

Art. 16. Un droit de recours contre les décisions prises est ouvert aux requérants auprès de l'autorité compétente.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

Pour être recevable, un recours doit être introduit par pli recommandé à la poste dans un délai de un mois, à compter à partir du jour de la notification de la décision provisoire attaquée.

Art. 17. L'ingénieur civil délégué de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement est chargé de procéder aux enquêtes préalables visées aux articles 4 et 5 de la Directive des Communautés européennes 80/68/CEE et de veiller à l'application et au contrôle des dispositifs du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Nos Secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

F.-X. de DONNEA

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. BASCOUR

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J.-L. THYS

Zij bepaald eveneens voorlopig de winningszone en de beschermingszones overeenkomstig artikel 5, paragraaf 2 van de vermelde wet.

Overeenkomstig de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater, zal een koninklijk besluit later deze zones definitief afbakenen.

De voorlopige beslissing wordt aan de aanvrager, aan het gemeentecollege en aan elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek een bezwaar heeft ingediend, medegedeeld.

Art. 16. Beroep tegen de genomen beslissingen kan door de aanklagers bij het bevoegd gezag worden aangekend.

Het beroep schorst de betwiste beslissing niet op.

Om ontvankelijk te zijn moet het beroep bij een ter post aangekend schrijven binnen de duur van één maand vanaf de dag van de bekendmaking van de betwiste voorlopige beslissing worden ingediend.

Art. 17. De afgevaardigde burgerlijk ingenieur van het Bestuur voor Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu wordt belast met het uitvoeren van de voorafgaande onderzoeken bedoeld in de artikelen 4 en 5 van de Richtlijn van de Europese Gemeenschap 80/68/EEG en met het toezicht over de toepassing en de controle van de beschikkingen van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretarissen voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

F.-X. de DONNEA

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J. BASCOUR

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J.-L. THYS

AVIS

Annexe 1

Commune de

PROJET DE DELIMITATION DES ZONES DE PROTECTION

M.
ayant ont siège à
fait savoir qu'il a introduit, en vertu de l'arrêté royal relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, une proposition de délimitation des zones de protection sur le territoire de la commune de

Les réclamations ou remarques peuvent être adressées par écrit au collège des bourgmestre et échevins avant le

Le dossier complet peut être consulté à
aux jours et heures suivants

20 exemplaires d'un dossier réduit comportant une carte au 1/1 000, une note justificative et la liste des mesures à prendre dans chacune des zones, peuvent être obtenus par demande écrite adressée à la commune.

Une séance de concertation sera tenue à
le à heure.

A le

AANKONDIGING

Bijlage 1

Gemeente van

VOORSTEL VAN AFBAKENING VAN DE BESCHERMINGSZONES

De

hebbende zijn maatschappelijke zetel te

deelt mede dat, overeenkomstig het koninklijk besluit met betrekking tot de bescherming van het grondwater tegen de verontreiniging door gevaarlijke stoffen, hij een voorstel tot afbakening van de beschermingszones op het grondgebied van de gemeente, heeft ingediend.

De bezwaren of opmerkingen kunnen schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen vóór

Het volledig dossier kan worden ingezien bij

op volgende dagen en uren

20 exemplaren van een beknopt dossier, dat een kaart op schaal 1/1 000, een verantwoordingsnota en een lijst van de te nemen maatregelen in ieder van de zones omvat, kunnen op schriftelijke aanvraag bekomen worden bij de gemeente.

Een overlegvergadering zal plaatsgrijpen te

op om uur.

Te, de

LETTRE

Annexe 2

Commune de

DELIMITATION DES ZONES DE PROTECTION D'EAU SOUTERRAINE

L'administration communale fait savoir qu'un dossier de projet de délimitation des zones de protection des captages d'eau souterraine a été introduit par

Le dossier complet de cette étude peut être consulté à l'administration communale aux jours et heures indiqués ci-dessous :

En outre, sont disponibles, 20 exemplaires d'un dossier réduit comportant une carte au 1/1 000, une note justificative ainsi qu'une liste des mesures de protection pouvant être prises dans chaque zone. Ce dossier peut être obtenu sur demande écrite adressée à la commune.

Pour faciliter votre information, la zone de protection II a été repérée sur le terrain au moyen de piquets jaunes placés notamment aux sommets d'angles du périmètre de la zone.

A toutes fins utiles, l'administration communale rappelle que la loi du 26 mars 1971 prévoit que « les dommages directs et matériels subis par le propriétaire ou l'exploitant et résultant d'une mesure prise pour la protection de la nappe aquifère sont réparés aux frais du bénéficiaire de la protection » c'est-à-dire de la société exploitant le captage. Toutefois, dorénavant, dans ces zones, seront réglementés et soumis à l'autorisation, le transport l'entreposage, le dépôt, l'évacuation, l'enfouissement, le rejet, le déversement et l'épandage de matières susceptibles d'altérer les eaux souterraines, ainsi que les travaux, installations, ouvrages et activités et les modifications du sol et du sous-sol qui peuvent constituer une cause ou un risque d'altération des eaux souterraines.

Les réclamations et observations doivent être adressées par écrit au collège des bourgmestre et échevins avant le

Une réunion de concertation aura lieu à la maison communale le où des explications et des réponses seront données et, s'il échet, des propositions seront faites aux intéressés qui auront introduit des réclamations et observations par écrit ou à tout autre qui désirerait le faire oralement au cours de cette réunion.

A, le

Le secrétaire,

Le collège,

BRIEF

Bijlage 2

Gemeente van

AFBAKENING VAN DE BESCHERMINGSZONES VAN HET GRONDWATER

Het gemeentebestuur deelt mede dat een dossier betreffende een voorstel tot afbakening van de beschermingszones voor grondwaterwinning ingediend werd door

Het volledig dossier van die studie kan ingezien worden op het gemeentebestuur op volgende dagen en uren :

Daarenboven zijn 20 exemplaren van een beknopt dossier beschikbaar. Dit dossier bevat een kaart op schaal 1/1 000, een rechtvaardigingsnota alsook een lijst van de te nemen maatregelen in elke zone. Dit dossier kan op schriftelijke aanvraag, gericht aan het gemeentebestuur, bekomen worden.

Om uw informatie te vergemakkelijken werd de beschermingszone II op het terrein afgebakend door middel van gele staken, die onder andere op de hoeken van de omtrek van de zone geplaatst werden.

Door het gemeentebestuur wordt eraan herinnerd dat de wet van 28 maart 1971 voorziet dat « de rechtstreekse materiële schade die door de eigenaar of de exploitant geleden wordt ten gevolge van de maatregelen genomen ter bescherming van het grondwatervlak worden vergoed ten laste van diegene aan wie de bescherming ten goede komt », d.w.z. door de maatschappij die het grondwater exploiteert. Niettemin, vanaf nu zullen gereguleerd en onderworpen worden aan een toelating: het vervoer, het opslaan, het deponeren, het verwijderen, het bedelven, het storten, het lozen en het uitstrijken van stoffen die het grondwater kunnen aantasten, alsook de werken, installaties, bouwwerken, de activiteiten en de veranderingen aan de grond of ondergrond, die een oorzaak van, of een risico voor verontreiniging van het grondwater kunnen betekenen.

De bezwaren en opmerkingen moeten schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen voor

Een overlegvergadering zal plaatshebben op het gemeentebestuur op waarbij uitleg en antwoord gegeven zal worden en indien nodig, voorstellen zullen gedaan worden aan de belanghebbenden, die schriftelijk bezwaren en opmerkingen zullen ingediend hebben of aan alle anderen die het mondeling zouden wensen te doen tijdens die vergadering.

Te, de

De sekretaris,

Het college,

JOURNAL

Annexe 3

PROPOSITION DE DELIMITATION DES ZONES DE PROTECTION DE CAPTAGES D'EAU SOUTERRAINE

M.
ayant son siège à
fait savoir qu'il a introduit, en vertu de l'arrêté royal relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, une proposition de délimitation des zones de protection sur le territoire de la commune de

Les réclamations ou remarques peuvent être adressées par écrit au collège des bourgmestre et échevins avant le

Le dossier complet peut être consulté à
aux jours et heures suivants

20 exemplaires d'un dossier réduit comportant une carte au 1/1 000, une note justificative et la liste des mesures à prendre dans chacune des zones, peuvent être obtenus par demande écrite adressée à la commune.

Une séance de concertation sera tenue à
le à heure.

A, le

DAGBLAD

Bijlage 3

VOORSTEL VAN AFBAKENING VAN DE BESCHERMINGSZONES VOOR GRONDWATERWINNING

De hebbende zijn maatschappelijke zetel te
deelt mede dat, overeenkomstig het koninklijk besluit met betrekking tot de bescherming van het grondwater tegen de verontreiniging door gevaarlijke stoffen, hij een voorstel tot afbakening van de beschermingszones op het grondgebied van de gemeente, heeft ingediend.

De bezwaren of opmerkingen kunnen schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen vóór

Het volledig dossier kan worden ingezien bij
op volgende dagen en uren

20 exemplaren van een beknopt dossier, dat een kaart op schaal 1/1 000, een verantwoordingsnota en een lijst van de te nemen maatregelen in ieder van de zones bevat, kunnen bij schriftelijke aanvraag bekomen worden bij de gemeente.

Een overlegvergadering zal plaatsgrijpen te
op om uur.

Te, de

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 1874

5 AUGUSTUS 1987. — Ministerieel besluit betreffende de vaststelling van de gemiddelde boekenprijs voor 1988

De Gemeenschapsminister van Cultuur,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 5°;

Gelet op het decreet van 19 juni 1978 houdende het Nederlandstalige openbare bibliotheekwerk;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 1980 betreffende de financiering van de erkende Nederlandstalige plaatselijke en centrale openbare bibliotheken door de provincies en de gemeenten, inzonderheid artikel 15, § 2;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 11 december 1985 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 11 juni 1987 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de openbare bibliotheken op 23 februari 1987;

Overwegende dat er in het ministerieel besluit van 20 mei 1987 van de Gemeenschapsminister van Cultuur betreffende het Nederlandstalige openbare bibliotheekwerk in plaats van « begrotingsjaar 1987 », « begrotingsjaar 1988 » had moeten worden vermeld en dat het derhalve past dit ministerieel besluit in te trekken,

Besluit :

Artikel 1. Het ministerieel besluit van 20 mei 1987 van de Gemeenschapsminister van Cultuur betreffende het Nederlandstalige openbare bibliotheekwerk wordt ingetrokken.

Art. 2. Voor de berekening van de verplichte minimum jaarlijkse besteding voor de collecties van de plaatselijke openbare bibliotheken, begrotingsjaar 1988 wordt de gemiddelde prijs respectievelijk vastgesteld op :

— volwassenen	: — fiction boek	520,— frank.
	: — non-fiction boek	640,— frank.
— jeugd	: — fiction boek	320,— frank.
	: — non-fiction boek	450,— frank.
— naslagwerk	:	1 880,— frank.
— tijdschrift	:	1 700,— frank.
— regionale collectie C.O.B.:	:	850,— frank.
— grammofoonplaat	:	485,— frank.
— compact disk	:	1 000,— frank.
— dagblad	:	5 300,— frank.

Brussel, 5 augustus 1987.

De Gemeenschapsminister van Cultuur,

P. DEWAELE